



© Pays Midi-Quercy

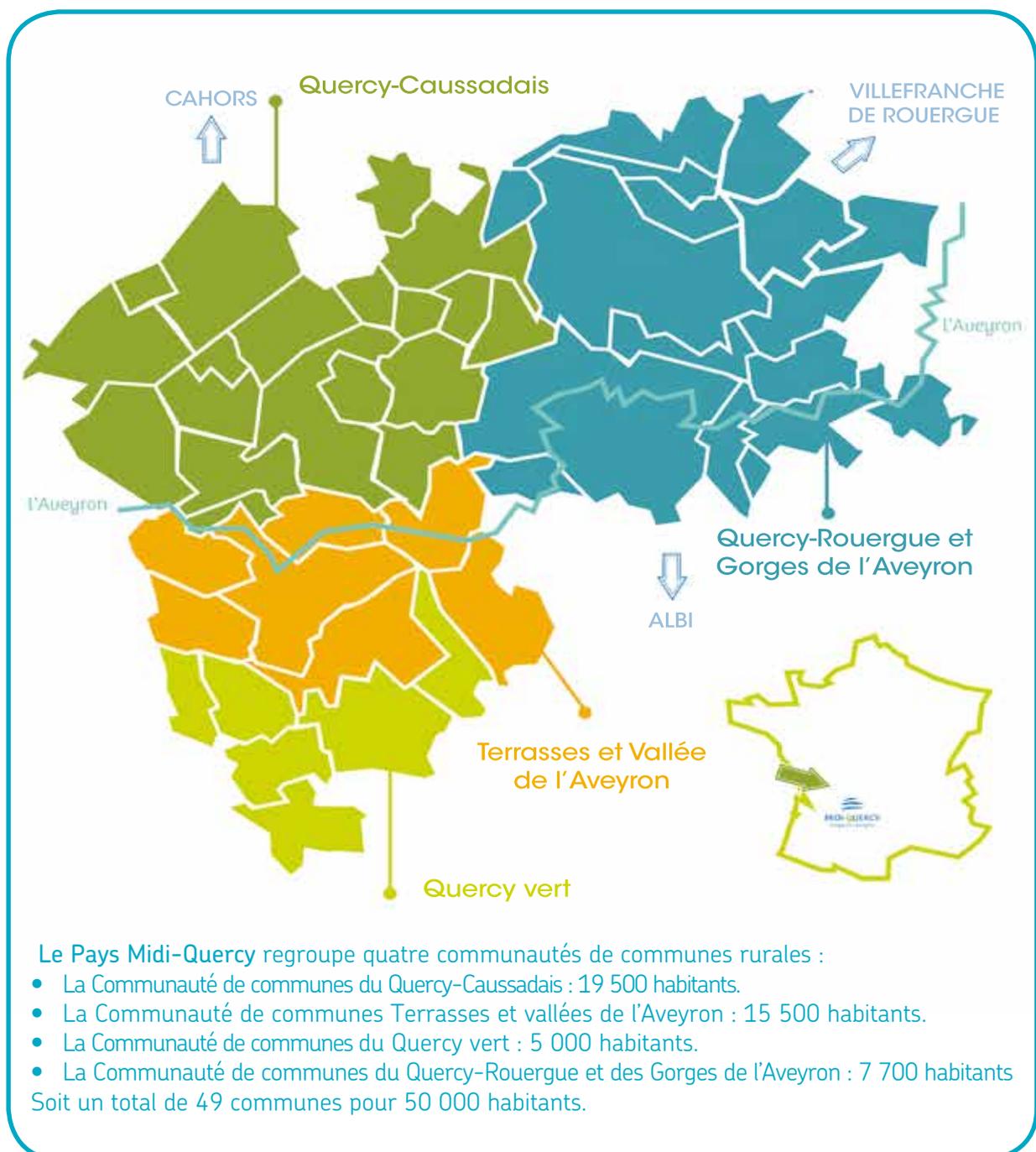


© Pays Midi-Quercy

VUES D'ENSEMBLE DU PAYS MIDI-QUERCY

Le Pays Midi-Quercy

Le Pays Midi-Quercy s'est engagé dans une stratégie volontariste de transition énergétique depuis plus de dix ans. Ce territoire rural met en avant les avantages économiques et sociaux que présente une telle démarche de développement durable.



Lancé depuis plus de quinze ans, le Pays Midi-Quercy, devenu PETR le 1^{er} janvier 2015, a mené, grâce à des appels à projets ou politiques publiques de nombreuses actions de transitions énergétiques, pour faire de la transition un axe important de son nouveau projet 2016-2020. Portrait d'un territoire et de sa dynamique.

Pour qui arrive en train, l'accès au Pays Midi-Quercy passe par Montauban, préfecture du Tarn-et-Garonne, avec son magnifique quartier médiéval et son dynamisme économique. En rejoignant le siège du Pays à Nègrepelisse, à 18 km de la ville chef-lieu, le visiteur croisera le matin un flot permanent de voitures, comptant le plus souvent une seule personne à bord, reflet de la migration quotidienne d'une partie du Pays vers l'agglomération voisine (5 000 véhicules/jour...).

L'énergie, enjeu de territoire

Une fois arrivé au siège, il découvre un foisonnement de projets menés

dans de nombreux domaines et un axe énergie fort, ancré dès les débuts de ce Pays, porté à la fois par des élus et des socio-professionnels.

« La dépense énergétique nette de notre territoire est de 130 millions d'euros par an. » C'est avec cette affirmation forte que nous accueille le président du pays Christian Maffre. Et Christian Tschocke, d'ajouter : « la transition énergétique n'est donc pas qu'une question écologique. Elle est avant tout une question économique et sociale pour notre territoire. ». Cet élu au bureau du pays et référent sur la question énergétique est convaincu que travailler à diminuer cette facture ne peut être que source de richesse pour le Pays et ses habitants.

Un territoire à évolution démographique contrastée

La population des quarante-neuf communes du Pays a connu une forte augmentation passant de 39 000 habitants en 1999, à près de 50 000 aujourd'hui. Mais cette évolution cache de forts contrastes : la partie ouest du

territoire bénéficie pour l'essentiel de cette augmentation du fait de l'attraction de Montauban, quand la partie est du territoire est presque cinq fois moins dense (16 habitants au km², contre 74 à l'ouest).

Des partenaires présents dès le départ

Le Pays, qui s'est lancé dans une charte de développement durable au début des années 2000, réalise dès 2003 un diagnostic énergétique du territoire, grâce à un partenariat avec l'Agence régionale pour l'environnement Midi-Pyrénées (ARPE), puis avec l'ADEME et le conseil régional pour le financement d'actions. Mené dans le cadre du Programme régional de lutte contre l'effet de serre et pour le développement durable (PRELUDE), le diagnostic puis ce 1^{er} plan d'actions en faveur de l'énergie vont permettre, sur la base d'objectifs chiffrés et d'actions concrètes, le lancement de la dynamique énergie sur le Pays. Suivi par un comité de pilotage très ouvert, il marque l'implication des partenaires privés et publics aux côtés du Pays, implication qui ne se démentira pas par la suite.

D'autres programmes suivront : 1^{er} Plan climat énergie territorial (PCET) signé en 2010, puis deuxième Plan climat air énergie territorial (PCAET) et Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) en 2015.

De nombreuses actions concrètes en 10 ans

Les actions Énergie vont aller dans trois directions principales :

- Chauffer en utilisant l'énergie locale, notamment le bois.
- Diminuer la consommation énergétique des bâtiments publics puis des bâtiments privés.
- Faire de la population et des socio-professionnels, les acteurs de la transition.

Chauffer avec l'énergie locale

Les réseaux de chaleur connaissent



une montée en puissance depuis 2004. En parallèle de cette action, une charte forestière est signée en 2010, les professionnels s'organisent en CUMA pour proposer du bois déchiqueté, deux chantiers de déchiquetage de plus de 1 000 tonnes de bois (soit un équivalent 80 000 litres de fuel) sont organisés en 2010. Une association rassemble dès 2012 tous les professionnels et passionnés du Bois Energie : Val Bois 82. Enfin, une plateforme Bois énergie est créée. C'est toute une filière locale qui s'organise progressivement. L'animatrice du réseau des CUMA souligne la qualité du travail mené en faveur d'une agriculture durable, des circuits de proximité, de l'énergie bois et l'importance des chantiers en cours.

Les collectivités donnent l'exemple

Outre l'investissement dans les réseaux de chaleur, les collectivités locales s'impliquent dans la transition par le biais de deux conseillers en énergie partagée (CEP) qui ont pour mission de dresser un état des lieux puis des préconisations en ce qui concerne les consommations d'énergie des communes et intercommunalités adhérentes, tant sur les bâtiments que sur l'éclairage public, ou encore les

véhicules municipaux. Depuis six ans qu'est mis en place ce service en Pays Midi-Quercy, trente-deux communes ont bénéficié d'un diagnostic et 783 préconisations, qui ont permis de nombreuses interventions de nature à faire baisser la facture énergétique et ont débouché sur la rénovation de quarante-quatre bâtiments publics.

Entraîner la population par des actions collectives et dans la durée

Aider les populations à diminuer leur facture énergétique, tel est l'objectif d'actions telles que celles qui sont menées sur le territoire : l'OPAH énergie a conduit à la rénovation de plus de 400 logements en cinq ans, l'action familles à énergie positive a regroupé cinquante ménages qui, grâce à un challenge soutenu par l'ADEME, ont changé leurs habitudes pour réduire leurs factures d'eau, de gaz ou d'électricité (-8 % par an).

Autre action également spectaculaire et assez efficace, l'organisation des soirées de la thermographie, avec l'Espace Info Énergie du Tarn-et-Garonne, permet aux habitants de prendre conscience des déperditions de chaleur de leur logement. En trois ans, dix soirées de la thermographie ont été réalisées

dans dix communes différentes, soit 1/5^{ème} du territoire. D'autres sont programmées.

Enfin, le territoire du PETR du Pays Midi-Quercy met en œuvre une plateforme de rénovation énergétique de l'habitat privé qui permet à chaque habitant, quels que soient ses revenus, d'être accompagné par un professionnel dans son projet.

Les professionnels impliqués dans plusieurs projets

Pour réussir la transition énergétique (TE), le territoire doit s'appuyer sur les savoir-faire de ses professionnels. Outre les agriculteurs, d'autres professionnels vont être au cœur de l'action, avec :

- la formation des artisans du bâtiment en vue d'une labellisation FIBAT (économie d'énergie + qualité en 2013) et la réflexion en cours de l'organisation des professionnels et des collectivités en vue de la création d'une plateforme habitat.
- Sans doute la maison de l'emploi Midi-Quercy, basée à Caussade, qui peut avoir un rôle important pour reprendre les formations et les certifications telles que commencées il y a quelques années.
- L'accompagnement du développement de la filière d'alimentation en circuits courts et la création d'une appellation « produits en Midi-Quercy » qui fédère aujourd'hui vingt-cinq producteurs, huit restaurateurs, une quinzaine de communes et communauté de communes, des artisans, commerçants, associations et acteurs culturels...

Un discours politique qui doit être plus audible

Jean Cambon, maire de Négrepelisse, président la CC des Terrasses et vallées de l'Aveyron jusqu'en 2014 et conseiller général, leader puissant et porteur de projet opiniâtre, est l'homme par qui le pays a vu le jour. Christian Maffre dira de lui au moment de

SIX RÉSEAUX DE CHALEUR RÉALISÉS OU EN PROJET

Les réseaux de chaleur connaissent une montée en puissance depuis 2004.

Dès 2004, le 1^{er} réseau de chaleur est mis en place à Caylus : d'une capacité de 400 kw, fonctionnant au bois, il alimente la maison de retraite, la gendarmerie, cinq logements, une cuisine centrale et l'école. On estime à 212 tonnes de CO₂ par an, l'économie en gaz à effets de serre (GES) permise.

En 2011, le second réseau de chaleur, à Négrepelisse, d'une puissance de 1,2 MW, chauffe vingt-cinq bâtiments dont deux maisons de retraite, deux écoles maternelles et primaires, la maison de l'intercommunalité, la piscine municipale et seize logements sociaux. Depuis, deux autres réseaux ont été mis en place à Laguépie et Réalville et deux autres sont en projet.



la succession en 2014 qu'il est le « *père fondateur et spirituel du Pays Midi-Quercy, animateur infatigable et pédagogue militant pour un compromis acceptable pour chacun* ».

Maire de Caylus, siège du CPIE du territoire, et du premier réseau de chaleur du Pays, le nouveau président, vice président de la CC du Quercy Rouergue Gorges de l'Aveyron, Christian Maffre entend s'inscrire dans la continuité de son prédécesseur. Son mode de gouvernance est de fait plus collégial : ainsi réunit-il son bureau régulièrement, afin que les messages politiques et le projet du Pays soient portés collectivement.

Ainsi les élus du bureau considèrent-ils « *la transition énergétique comme transversale, devenant à ce titre la pierre angulaire du discours politique propre au territoire qui doit irriguer l'ensemble des domaines portés par le Pays* ». Pour M. Tschöcke, « *La TE porte en elle un enjeu de développement sociétal majeur et de lutte contre la pauvreté par l'implication très forte du plus grand nombre*

d'acteurs et d'habitants dans de nouveaux usages, de nouveaux techniques, de nouveaux savoir-faire et nouvelles compétences, de nouveaux comportements et modes de vie. ».

Une pierre angulaire pas si facile à installer

Ce discours semble peu entendu au-delà des élus du bureau politique du Pays et en tout cas moins ressenti par d'autres interlocuteurs rencontrés. Longtemps nourrie grâce à des appels à projet et des opportunités de financement, y compris récemment avec la reconnaissance TEP-CV (Territoire à énergie positive pour la croissance verte), la transition énergétique peine à devenir cette pierre angulaire voulue par les élus du bureau. Certes, les choses progressent et la transition énergétique apparaît à plusieurs reprises dans le tout nouveau projet de développement durable de territoire 2016-2020 du PETR adopté en février dernier. C'est l'un des trois défis que le territoire doit relever. Mais ensuite, elle apparaît essentiellement sous la forme du chantier TEP-CV.

Mais faire de la transition énergétique le socle du projet politique du Midi-Quercy suppose de s'appuyer sur une organisation territoriale qui puisse toucher le plus grand nombre possible de citoyens, d'acteurs et de partenaires.

Le chargé de mission Énergie du pays, Julien Birlinger, déploie une belle énergie pour mettre en place les nombreuses actions. Il reste toutefois un chargé mission «thématique» au même titre que la culture, le tourisme, ou l'environnement : sans fonction transversale et avec une fonction très technique.

Une échelle intercommunale trop peu impliquée

Est-ce le fait qu'un seul des quatre présidents d'intercommunalités soit membre du bureau du PETR, ou que l'actualité des CC est tourmentée, en pleine évolution de périmètre, de compétences obligatoires etc ? Difficile à dire... Toujours est-il que les communautés de communes sont peu impliquées dans le projet de TE du pays. Selon les propos d'un président d'une des communautés de communes : « *nous nous*

posons plus de questions sur l'avenir de notre CC que sur la transition énergétique.... Même si nous sommes attentifs à cette question, les compétences de la communauté de communes sont plus tournées sur les questions de petite enfance... » Et l'édile d'ajouter « Et puis il faut des messages clairs ! ». Où l'on comprendra en discutant plus avant avec lui que l'énergie, c'est plutôt l'affaire des autres, que « ça fait beaucoup de réunions en plus » et qu' « il est nécessaire que le message politique soit fort et entraînant pour donner envie d'y aller. ».

Pourtant un engagement fort des communautés de communes est indispensable pour faire passer le projet énergétique du territoire au sein des conseils communautaires, des DGS et des équipes. C'est une des conditions de la réussite de cette transition. La réflexion esquissée lors de notre passage de faire des Conseillers en Énergie Partagée (CEP) des personnels Pays co-pilotés par les communautés de communes, va dans le bon sens. De même qu'un travail plus rapproché sur les questions d'habitat. Un certain nombre d'initiatives prises par le Pays vont dans ce sens et méritent d'être soulignées.

Des référents énergie communaux

Tout récemment s'est mis en place un réseau de référents énergie, sur chacune des quarante-neuf communes. La proposition est de faire de ce groupe à la fois un réseau d'élus locaux, qui peuvent faire passer des messages localement et faire remonter au niveau du Pays des besoins, des informations, des idées. Entraîner ces référents dans une formation action permettrait de consolider ce réseau naissant et de lui donner les outils utiles.

Faire du conseil de développement un acteur phare de la transition

Les acteurs de la société civile, associatifs ou socio-professionnels

ont souligné et souvent salué la qualité de la collaboration avec le Pays. De nombreux projets sont co-construits, et l'écoute du Pays aux porteurs privés est attentive. Pour autant, comme dans de nombreux territoires, le conseil de développement très fortement impliqué dans la dynamique de création et des premières années du Pays s'est essouffé et peine à retrouver un rôle et une dynamique.

Le Pays l'a accompagné dans une formation-action qui a débouché sur des pistes concrètes. En replaçant le conseil de développement (CDD) du PETR dans un rôle d'animation de la transition énergétique avec une feuille de route claire et un appel ciblé à des personnes à impliquer, c'est bien les acteurs de la société civile qui seront à nouveau impliqués. Mais même renouvelé, le CDD ne pourra à lui seul porter l'animation du territoire sur la question énergétique.

Un besoin d'animation et de communication

Nous l'avons écrit, le chargé de mission énergie ne ménage pas sa peine et sa tâche est grande. L'intervention des deux CEP est efficace. Pour autant, seuls, ils ne peuvent pas à la fois être pointus techniquement pour accompagner la naissance et la réalisation de projets et animer le territoire.

Il y a besoin d'une fonction transversale d'animation du Pays sur la transition énergétique, en lien étroit avec les communautés de communes. Cette animation qui vise à la fois les équipes techniques, les élus, les partenaires mais aussi la population, pourrait être éventuellement assurée de manière partagée entre le Pays, les intercommunalités et le CPIE dont le rôle pourrait être complémentaire à une action de communication.

En effet, cette animation doit, de l'avis des élus comme des acteurs

locaux et techniciens, s'appuyer sur une communication revue et amplifiée en direction des élus, des forces vives et de la population. Il a été question d'une feuille de chou spécifique pour les élus. Elle serait bienvenue. On imagine aussi par exemple, des supports en direction de la population, qui valorisent ce qui se fait de bien, en même temps qu'ils expliquent les enjeux d'avenir. Une initiative évoquée de reprendre et rénover l'émission thématique diffusée sur les ondes d'une radio locale, ou de rubrique dans une revue locale va là aussi dans le bon sens.

Coopérer avec les voisins

Certaines solutions ne peuvent venir que d'une coopération avec les voisins. Il en va ainsi pour la mobilité, dont nous avons vu l'importance pour le territoire au sujet des déplacements vers Montauban. Une collaboration est nécessaire avec l'agglomération et le conseil départemental, qui ont tous deux des compétences qui permettraient d'être la clé des solutions à construire. Bloquée jusqu'ici peut-être pour des questions de personnes et de politique, la coopération pourrait être relancée du fait des changements d'équipes.

Élan optimiste

« Le futur de notre territoire se joue maintenant ». C'est par ces mots que le président Maffre a conclu le séminaire de restitution de l'écoute territoriale en février 2016. Pourtant, ajoute-t-il, « il y a une vraie difficulté à maintenir le lien entre citoyens et élus, alors que c'est un enjeu pour réussir ». Optimiste, il complète : « il y a 20 ans, vous ne trouviez pas un élu sur 1 000 qui s'intéressait à la question de l'énergie. Aujourd'hui les élus du Pays ont voté un projet de territoire qui fait la part belle à la transition ».

Cécile DE BLIC et Yves
GORGEU
Entretiens réalisés en
avril 2015